

Les agents des finances publiques manifestent contre la « casse » de leurs missions

Des milliers de fonctionnaires ont manifesté dans plusieurs villes de France contre le projet gouvernemental, qui prévoit notamment la suppression de 5 800 postes à Bercy entre 2020 et 2022.

Le Monde

14 novembre 2019



Lors de la manifestation à Paris, le 14 novembre. ERIC FEFERBERG / AFP

« Casse » des missions, baisse des effectifs, souffrance au travail... Les agents des finances publiques ont de nouveau manifesté jeudi 14 novembre, à Paris, contre le projet gouvernemental de réorganisation de leurs services. Entre « 20 % et 25 % » d'entre eux étaient en grève, selon un point établi en milieu d'après-midi par l'intersyndicale de la direction générale des finances publiques (DGFiP), qui regroupe Solidaires, CGT, FO et CFDT-CFTC. Bercy a pour sa part annoncé un taux de grévistes de 20 %, contre 36 % lors de la dernière journée d'action le 16 septembre.

Le projet de restructuration de la DGFiP prévoit la mise en place d'un nouveau réseau de proximité, que les syndicats qualifient de « *leurre* ». Il s'agirait de multiplier des « *points de contact* » dans les territoires ruraux et périurbains : des maisons de service public, des agents itinérants, voire des bus, prenant le relais des centres des finances publiques actuels. Outre ce réseau, les syndicats dénoncent la privatisation ou le transfert de certaines des missions de la DGFiP, comme le recouvrement de l'impôt par les buralistes.

Le ministère des comptes publics a prévu la suppression de 5 800 postes à Bercy entre 2020 et 2022, dont 4 800 sur le périmètre de la DGFIP, qui emploie 110 000 agents et en a perdu 40 000 depuis 2002. Selon Anne Guyot-Welke, secrétaire nationale de Solidaires-Finances publiques, il entend supprimer 1 600 des 2 000 trésoreries, qui sont chargées de la gestion et du contrôle des collectivités territoriales, et 2 000 centres des finances publiques, chargés notamment de l'impôt des particuliers et des entreprises.

« Même plus l'impôt sur les os »



Les manifestants ont repris plusieurs slogans s'attaquant au ministre des comptes publics, Gérald Darmanin. ERIC FEFERBERG / AFP

Selon l'intersyndicale, « près de 2 000 » agents se sont rassemblés jeudi place de la Nation à la mi-journée, alors que d'autres rassemblements ont eu lieu dans plusieurs villes de France. A Paris, les manifestants ont convergé vers Bercy, en chantant des paroles sarcastiques en hommage au ministre des comptes publics, Gérald Darmanin, sous une marée de drapeaux et de gilets aux couleurs de leurs syndicats.

« *Même plus l'impôt sur les os* », proclamaient des banderoles noires sur fond de tête de mort. D'autres dénonçaient « *la casse* » des services publics et de la DGFIP, ou réclamaient le « *maintien des services de proximité* » des finances publiques, dont les missions comprennent le recouvrement de l'impôt, mais aussi le contrôle, la gestion et l'exécution des dépenses à tous les niveaux de l'Etat et des collectivités. L'ensemble des administrations de Bercy étaient représentées en soutien à leurs collègues des finances, dont les douaniers, qui craignent de voir nombre de leurs attributions disparaître ou être transférées au détriment des entreprises qu'ils « *ne pourront plus protéger contre la concurrence déloyale* », a fait valoir Philippe Bock (Solidaires-Douanes).

Avant de rejoindre la manifestation de personnels de la santé, à Paris, le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, est venu apporter son soutien aux agents des finances publiques. Il a dénoncé « *une absence de dialogue social généralisée* » et « *un mépris* » de « *tous ceux qui s'opposent* » à la politique du gouvernement, « *qui parle de concertation et dit avoir entendu mais continue comme si de rien n'était* ». A la DGFIP, « *on voit bien que le numérique sert de prétexte pour supprimer des emplois, quand on sait qu'il y a encore 15 millions d'usagers qui se rendent chaque année dans les Trésors publics pour obtenir des renseignements* », a-t-il souligné. M. Martinez a donné rendez-vous « *au public comme au privé le 5 décembre* », journée d'action interprofessionnelle contre la réforme des retraites.

La secrétaire nationale de Solidaires-Finances publiques a pour sa part mis en garde contre « *un climat social jamais vu [au sein de la DGFIP] avec une réelle souffrance au travail d'agents méprisés par le gouvernement* » et « *le risque de services publics low cost avec des conséquences désastreuses pour les usagers aussi* ». Son homologue de FO, Hélène Fauvel, a déploré un « *affichage de façade et un double discours gouvernemental qui fait croire qu'on lutte contre certaines dérives tout en détruisant les moyens réels d'y parvenir* ».
